

Croissance

La Banque mondiale prédit «trois glorieuses»

• L'économie marocaine évoluera de 4,6% en 2015 à 5% en 2017

• Production agricole, politique de change, réformes... les atouts

• Rattrapage pour la Tunisie et l'Égypte

LA Banque mondiale maintient ses prévisions économiques pour le Maroc. Elle prédit 4,6% de croissance pour 2015 et 4,8% en 2016, pour atteindre un taux de 5% en 2017, soit les niveaux parmi les plus importants de la région Mena.

Pour l'année en cours, le gouvernement table sur une croissance de 4,4%, Bank Al-Maghrib 5% et le CMC prévoit 5,1%.

Région Mena: Prévisions de croissance du PIB (en %)				
	Est. Prévision			
	2014	2015	2016	2017
Algérie	4,1	2,6	3,9	4
Égypte	3,2	4,3	4,7	4,8
Liban	2	2,5	2,5	2,5
Libye	-24	0,5	15	10,9
Maroc	2,6	4,6	4,8	5
Tunisie	2,3	2,6	3,4	4,5

Source: Banque mondiale

Si l'Algérie subit les effets de la chute des prix du pétrole, les autres pays s'en sortent plutôt bien. C'est le cas pour l'Égypte et la Tunisie qui accélèrent la cadence

Les perspectives sont très bonnes surtout que le Maroc avait enregistré 2,6% en 2014. Ceci «en raison d'une contraction de la production agricole et la fai-

blesse des exportations vers la zone euro», note la Banque mondiale. Celle-ci cite plusieurs facteurs qui tireront la croissance vers le haut pour les deux prochaines années. D'abord une bonne pluviométrie et la forte baisse des prix internationaux du pétrole et des matières premières. Le Maroc cumule des avantages en matière de production agricole et il a réussi à diversifier ses réformes notamment en matière de subventions. Un constat relevé aussi par les équipes du FMI qui considèrent que «des progrès ont été accomplis dans la réforme du système des subventions, ce qui a permis de réduire son coût et les risques budgétaires». Mais elles mettent en garde contre le statu quo sur les retraites.

L'inflation est restée élevée en Algérie, en Égypte et en Tunisie et elle a légèrement augmenté au Maroc

Les pays importateurs et exportateurs de pétrole ont continué de subir les risques de dépréciation des devises. Le Royaume a changé la pondération des devises composant le panier du di-

des prix de l'alimentation et de l'énergie sur les prix à la consommation intérieure. Mais, l'inflation est restée élevée en Algérie, en Égypte et en Tunisie et elle a légèrement augmenté au Maroc tout en restant en dessous de 2%. Les pays qui puisent régulièrement sur les marchés financiers internationaux ont continué à recevoir des entrées de capitaux, avec parfois une forte demande des investisseurs nationaux et étrangers.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le taux de croissance devrait rester inchangé à 2,2% en 2015. La chute des cours du pétrole est un défi pour les pays exportateurs qui resteront confrontés à des problèmes de sécurité (Irak, Libye et Yémen) ou disposent de réserves limitées (Iran et Irak). En revanche, les pays importateurs de pétrole doivent faire face à la contagion provenant des pays fragiles, notamment sous la forme de problèmes de sécurité et d'une diminution des envois de fonds. En 2016 et 2017, la croissance régionale devrait augmenter à 3,7% grâce à une demande externe accrue et au regain de confiance dans certains pays.

Au Maghreb, la Tunisie renouera avec la croissance, 2,6% en 2015 et 3,4% en 2016, après des années de ralentissement dû à la transition politique. Un taux qui atteindra 4,5% en 2017. L'Égypte aussi accélère la cadence et une plus grande stabilité devrait contribuer à doper le moral des investisseurs. La croissance dans ce pays devrait quant à elle augmenter de 4,3% en 2015 à 4,7% en 2016.

En général, le recul du prix du pétrole aura un impact important sur les positions budgétaires et extérieures des pays expor-

«Petit» 2,8% au niveau mondial

AU niveau mondial, la croissance progressera de 2,8% cette année, de 3,3% en 2016 et de 3,2% en 2017, d'après la dernière édition des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale. Avec une hausse des charges d'emprunt et faiblesse des prix du pétrole et d'autres produits de base, la transition sera difficile pour les pays en développement cette année. La Banque mondiale les appelle à la vigilance. Aussi, la hausse imminente des taux d'intérêt américains pourrait ralentir les mouvements de capitaux et relancer l'instabilité sur les marchés financiers des pays en développement (leur croissance atteindra 4,4% cette année, 5,2% en 2016 et 5,4% en 2017). En revanche, il faut s'attendre à la reprise de la croissance au Japon et dans la zone euro, tandis que l'expansion se poursuivra aux États-Unis. □

rham. Pour maintenir la compétitivité, les banques centrales de plusieurs pays (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie) ont permis à leurs monnaies de se déprécier de 4 à 8% par rapport au dollar au cours du 1er trimestre 2015. Leurs taux de change se sont amortis modestement.

Ainsi, les dépréciations de devises et la prévalence des prix administrés des carburants ont limité l'impact de la baisse

tateurs et importateurs. Les exportateurs limiteront leurs dépenses afin de compenser la forte baisse des revenus pétroliers tandis que les importateurs devraient voir leurs déficits se réduire à mesure que le coût des subventions du carburant diminue. □

Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com